



LICENCE

Domaine : Sciences humaines et sociales

Mention : Histoire

Tronc commun : histoire

Trois parcours : histoire et civilisations ; histoire et géographie ; pluridisciplinarité et enseignement

Numéro d'accréditation : [20140595]

Régime : formation initiale et continue

MODALITES DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES 2015-2016

Vu le code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 2011 relatif à la licence ;

Vu la décision du CEVU du 27 novembre 2012 et du CA du 11 décembre 2012 relative à l'application au sein de l'UEVE de l'arrêté du 1^{er} août 2011 relatif à la licence ;

Vu la décision du CEVU du 26 février 2013 et du CA du 19 mars 2013 relative aux éléments de cadrage de LV, TN et PPP ;

Vu l'article R421-1 du code de justice administrative ;

Vu la décision du Conseil d'administration du 19 octobre 2010 sur le régime spécial d'études de l'UEVE;

Vu l'arrêté DGS-2011/7/A du 4 mars 2011 concernant la pause méridienne et le régime spécial étudiant.

Les présentes modalités du contrôle des connaissances appliquent les dispositions des textes précités.

Il est publié **au plus tard un mois après le début des enseignements** par le président de l'université.

SOMMAIRE

CHAPITRE I - INSCRIPTION ET PROGRESSION D'ETUDES	3
Article I.1 - Accès à la première année (L1).....	3
Article I.2 - Progression d'études (L2-L3)	3
CHAPITRE II -ORGANISATION DU PARCOURS DE FORMATION	4
Article II.1 - Organisation des enseignements.....	4
Article II.2 - Unités d'enseignement libre	4
Article II.3 - Semestre universitaire européen.....	4
Article II.4 - Accompagnement pédagogique de l'étudiant	4
Article II.5 - Conseil de perfectionnement	4
CHAPITRE III -CONTRÔLE DES CONNAISSANCES	6
Article III.1 - Évaluation de l'acquisition des aptitudes et des connaissances.....	6
Article III.2 - Compensation et validation	6
Article III.3 - Capitalisation des UE.....	6
Article III.4 - Conservation des notes	6
Article III.5 - Absences de l'étudiant aux enseignements obligatoires	7
Article III.6 - Régime spécial d'études	7
CHAPITRE IV -ORGANISATION DES EXAMENS	9
Article IV.1 - Sessions d'examen	9
Article IV.2 - L'absence aux examens.....	9
Article IV.3 - Convocation aux examens	9
Article IV.4 - Sujet d'examen et traitement des notes	9
Article IV.5 - Droits des étudiants aux examens	9
CHAPITRE V - ADMISSION ET DELIVRANCE DU DIPLÔME.....	10
Article V.1 - Conditions d'obtention du diplôme de licence et du diplôme intermédiaire de DEUG	10
Article V.2 - Composition et rôle du jury	10
Article V.3 - Communication des notes et copies.....	10
Article V.4 - Délais et voies de recours en cas de contestation	10
Article V.5 - Délivrance d'attestation et de diplôme	11
Article V.6 - Mention	11
CHAPITRE VI -VALIDATION D'ACQUIS	12
Article VI.1 - Validation des acquis pour l'obtention d'un diplôme.....	12
Article VI.2 - Validation d'acquis pour l'accès aux différents niveaux de formation de l'enseignement supérieur.....	12
CHAPITRE VII -DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A CHAQUE MENTION	13
Article VII.1 - Passerelles.....	13
Article VII.2 - Stage	13
Article VII.3 - Accès direct en cours de cursus	14
Article VII.4 - Organisation des enseignements	15
Article VII.5 - Contrôle des connaissances : mesures transitoires et « remontées ».....	16
Article VII.6 - Contrôle des connaissances et assiduité.	16
Article VII.7 - Admission.....	17
Article VII.8 - Tableau des enseignements	17

CHAPITRE I - INSCRIPTION ET PROGRESSION D'ÉTUDES

Article I.1 - Accès à la première année (L1)

Pour s'inscrire en première année (L1), l'étudiant doit justifier de l'un au moins de ces titres :

- le baccalauréat ;
- le diplôme d'accès aux études universitaires ;
- un diplôme français ou étranger admis en dispense ou en équivalence du baccalauréat, en application de la réglementation nationale ;
- de l'une des validations prévues aux articles L.613-3, L.613-4 et L.613-5 du code de l'éducation. Il en est de même pour l'accès en L2 et en L3.

Article I.2 - Progression d'études (L2-L3)

L'étudiant ayant validé au moins 80 % des crédits ECTS de L1 est autorisé à poursuivre ses études et à s'inscrire en L2.

L'étudiant ayant validé au moins 80 % des crédits ECTS de L2 et l'intégralité des ECTS de L1 est autorisé à poursuivre ses études et à s'inscrire en L3.

Le jury demeure souverain dans ces décisions et peut prendre une décision plus favorable.

L'étudiant sera reçu par le responsable de filière pour aménager au mieux son parcours d'études.

Tant que la totalité des crédits n'est pas validée, aucune année ne peut l'être.

Certains diplômes ou parcours conduisant au grade de licence donnent lieu à une admission directe en L2 ou L3. Ces diplômes correspondent à l'acquisition de 60 crédits pour une inscription en L2 et à 120 crédits pour une inscription en L3. Les étudiants concernés sont autorisés à s'inscrire après avis favorable de la commission d'admission ou du responsable de parcours ou de licence. La liste des diplômes ou parcours autorisant un accès direct en cours de cursus est indiquée au chapitre VII du présent règlement.

CHAPITRE II - ORGANISATION DU PARCOURS DE FORMATION

Vocabulaire

UE : unité d'enseignements

EC : élément constitutif d'une unité d'enseignement, matière.

Article II.1 - Organisation des enseignements

La formation conduisant à la licence est répartie sur trois années ou sur six semestres universitaires. Les années de licence se décomposent en deux semestres d'enseignement à l'issue desquels sont organisés des examens.

Le parcours de formation est organisé en UE.

Chaque semestre totalise 30 crédits européens pour l'ensemble des UE de ce semestre. En conséquence, l'obtention du diplôme de licence conduit à l'acquisition de 180 crédits européens.

Chaque UE est affectée d'un coefficient qui est égal :

- à la somme des coefficients affectés aux EC composant l'UE ;
- aux crédits qui lui sont affectés.

Les coefficients affectés aux UE peuvent être différenciés dans un rapport variant de 1 à 5.

Chaque EC est affecté d'un coefficient.

A l'issue d'une mobilité européenne, les crédits associés aux enseignements validés sont également transférés dans la licence, sur la base de 30 crédits pour l'ensemble des UE d'un semestre.

Article II.2 - Unités d'enseignement libre

Chaque étudiant inscrit en licence valide durant les semestres 2 à 4 de son cursus une unité d'enseignement libre (UEL) lors de chaque semestre. Tout semestre proposant une mobilité ou un stage faisant l'objet d'une évaluation peut dispenser d'UEL. La décision est prise par la filière.

Un étudiant ne peut s'inscrire qu'à une seule UEL ou un seul niveau d'UEL par semestre.

Néanmoins, l'ensemble de l'offre UEL est proposée en activités de développement personnel.

Cette activité peut être prise en compte pour l'attribution d'une bonification.

Article II.3 - Semestre universitaire européen

L'organisation du parcours pédagogique autorise des périodes d'études effectuées à l'étranger.

Le projet doit recevoir au préalable l'accord du responsable de la filière de l'Université d'Évry Val d'Essonne ainsi que du service des relations internationales puis des responsables pédagogiques des établissements/cursus partenaires.

L'étudiant signe une convention pédagogique qui prévoit la durée et la nature (*enseignements, stage ou activités de recherche*) de la mobilité effectuée à l'étranger.

En cas de validation de sa période d'études par l'établissement étranger, il bénéficie des crédits correspondant à cette période d'études sur la base de 30 crédits pour l'ensemble des unités d'enseignement d'un semestre. La conversion des notes sera faite au cas par cas sur proposition du jury.

Article II.4 - Accompagnement pédagogique de l'étudiant

Chaque étudiant bénéficie d'un dispositif d'accueil et d'orientation destiné à faciliter son intégration à l'université, à l'aider dans ses choix et à lui permettre de devenir autonome dans ses apprentissages par l'acquisition d'une méthode de travail.

Article II.5 - Conseil de perfectionnement

Un conseil de perfectionnement réunissant des représentants des enseignants, des étudiants et du monde socioprofessionnel est mis en place.

Article II.6 - Stage non obligatoire

Pour chaque semestre de cette formation, il est possible à tout étudiant de faire un stage non obligatoire en dehors de ses périodes de cours. Ce stage doit s'inscrire dans le respect des dispositions de la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 et de ses décrets d'application. Par ailleurs, ce stage doit être en adéquation avec le projet personnel et professionnel de l'étudiant ainsi qu'avec les objectifs de la formation. Ce stage donnera lieu à la désignation d'un enseignant référent et sera évalué. Si cette évaluation est positive, 2 ECTS seront attribués à l'étudiant. Ces ECTS seront des ECTS supplémentaires et ne pourront en aucun cas se substituer aux ECTS nécessaires pour obtenir le semestre concerné ou tout autre semestre de la formation. Ce stage sera mentionné dans l'annexe descriptive au diplôme."

CHAPITRE III - CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

Article III.1 - Évaluation de l'acquisition des aptitudes et des connaissances

La validation des UE implique des examens écrits et/ou oraux.

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances et des compétences sont appréciées, pour chaque semestre constitutif du parcours, soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

A l'exception du régime spécial d'étude prévu à l'article 3.6, le mode du contrôle continu et régulier fait l'objet d'une application prioritaire sur l'ensemble du cursus conduisant à la licence.

Article III.2 - Compensation et validation

D'une part, la compensation est organisée sur le semestre, sans note éliminatoire et sur la base de la moyenne générale des notes obtenues pour les diverses UE, pondérées par les coefficients ; d'autre part, elle est organisée entre deux semestres immédiatement consécutifs de la même année d'étude.

Il n'y a donc pas de compensation entre les semestres 2 et 3, ni entre les semestres 4 et 5.

Il n'y a pas de compensation entre années.

Les compensations s'effectuent proportionnellement aux crédits « ECTS » affectés aux UE.

La validation d'une UE est effective :

- si l'étudiant y a obtenu une note supérieure ou égale à 10/20,
- si l'UE appartient à un semestre pour lequel l'étudiant a obtenu une moyenne supérieure ou égale à 10/20,
- si l'UE appartient à une année pour laquelle l'étudiant a obtenu une moyenne supérieure ou égale à 10/20 après compensation entre les deux semestres.

La validation d'un semestre est effective :

- si la moyenne obtenue est supérieure ou égale à 10/20
- si le semestre appartient à une année pour laquelle l'étudiant a obtenu une moyenne supérieure ou égale à 10/20.

La validation d'une année est effective si la moyenne obtenue est supérieure ou égale à 10/20.

Article III.3 - Capitalisation des UE

Au sein d'un parcours de formation, les UE sont définitivement acquises et capitalisables dès lors que sa validation est effective conformément aux dispositions de l'article 3.2. L'acquisition de l'UE emporte l'acquisition des crédits correspondants.

Article III.4 - Conservation des notes

L'étudiant conserve les notes supérieures ou égales à 10/20 des EC non acquis pendant une durée de 5 ans.

L'étudiant qui le souhaite peut renoncer à la conservation des notes supérieures ou égales à 10/20 appartenant à des UE non capitalisée. Dans ce cas, la note prise en compte sera celle obtenue lors de la prochaine session d'examen (*session de rattrapage ou année ultérieure*).

Lorsqu'un étudiant aura choisi de subir à nouveau une ou plusieurs épreuves où il a obtenu la moyenne, il devra déposer une demande écrite de renonciation auprès du service de la scolarité :

- **Pour la session de rattrapage** : dans les 5 jours suivant la notification des résultats de la 1^{ère} session ;
- **En cas de redoublement** : dans les 5 jours suivant la rentrée universitaire.

Article III.5 - Absences de l'étudiant aux enseignements obligatoires

La présence à tous les TD et TP est obligatoire.

L'étudiant absent à plus de 2 séances sans justificatif valable sera considéré comme défaillant au contrôle continu et ne pourra se présenter à la première session d'examen. Il sera, de ce fait, autorisé à subir les épreuves des matières où il aura été absent lors de la session de rattrapage.

En cas d'absence, un justificatif doit être présenté au responsable de filière dans les 8 jours suivants l'absence.

Le responsable de la filière apprécie la validité des justificatifs fournis et se prononce le cas échéant sur la « défaillance » de l'étudiant dans la matière concernée.

Au-delà de 3 absences justifiées, le responsable de filière apprécie la nécessité d'accorder le régime spécial d'études, prévu par les dispositions de l'article 3.6, à l'étudiant.

Article III.6 - Régime spécial d'études

Certaines catégories d'étudiants peuvent bénéficier d'un régime spécial d'étude. Il s'agit notamment d'étudiants :

- détenteurs d'un mandat politique par le suffrage universel,
- chargés de famille,
- engagés dans plusieurs cursus,
- handicapés,
- sportifs de haut niveau,
- malades de longue durée,
- impliqués dans les catégories d'engagement et/ou activités énumérées ci-dessous :
 - Une activité **bénévole au sein d'une association** régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 (association étudiante interne à l'UEVE ou externe)
 - Une activité d'**élus étudiants** dans les conseils de l'UEVE et du CROUS
 - Une activité **professionnelle** : salarié, travailleur indépendant, entrepreneur, etc.
 - Une activité **militaire** dans la réserve professionnelle
 - Un engagement de **sapeur-pompier volontaire**
 - Un engagement de **service civique**
 - Un engagement de **volontariat** dans les armées

Dans ce cadre, ils pourront solliciter un choix d'organisation de leur cursus pédagogique et du mode de contrôle des connaissances. Ces dispositions peuvent concerner l'ensemble des UE d'un même semestre (disposition globale), ou bien un certain nombre d'entre elles (disposition partielle). Les aménagements de scolarité peuvent également se décliner autour de l'organisation spécifique de l'emploi du temps, l'aménagement de la durée des cursus et l'aménagement des examens.

L'étudiant qui souhaite en bénéficier doit :

- Formuler une demande écrite auprès du responsable pédagogique de la filière dans un délai de deux semaines suivant la rentrée de chaque semestre ou le changement de situation qui justifie la demande. Cette demande doit indiquer la nature de l'aménagement souhaité : (organisation de leur cursus pédagogique, du mode de contrôle des connaissances et/ou des examens), global ou partiel, et, dans ce dernier cas, la liste des UE concernées.
- Fournir tous les justificatifs nécessaires dans le délai qui lui est imparti : tout document permettant d'apprécier la nature et l'importance de l'activité ou de l'engagement étudiant ; contrat de travail d'au moins 17h00 hebdomadaire et /ou fiche de paie en bonne et due forme ; pour les étudiants handicapés ou des malades longue durée, fournir une attestation médicale ad hoc. Pour les sportifs de haut niveau reconnus comme tels par la commission de l'université du même nom, le régime spécial d'études sera aménagé par le biais d'une convention.

- Après examen de la demande et éventuellement entretien avec l'intéressé, le responsable pédagogique de la filière décide des dispositions retenues pour chaque étudiant : **passage en contrôle terminal, dispense d'assiduité, session orale, devoirs supplémentaires, aménagement du calendrier, scolarité sur deux ans, stage décalé etc...**
- Le régime spécial accordé par ce dernier ou son refus le cas échéant fait l'objet d'un écrit transmis à l'intéressé ainsi qu'aux différents services internes concernés par ces mesures (responsables de scolarité pédagogique, chargés de TD et/ou TP etc...)
- Aucune demande formulée hors délai ne sera examinée sauf situation exceptionnelle laissée à l'appréciation du responsable pédagogique.
- **Hors dispense exceptionnelle accordée dans le cadre de l'aménagement du mode d'évaluation, la présence aux examens est obligatoire même pour les étudiants bénéficiant du régime spécial d'études.**

CHAPITRE IV - ORGANISATION DES EXAMENS

Article IV.1 - Sessions d'examen

Deux sessions de contrôle des connaissances et aptitudes sont organisées pour chaque année composant le parcours.

Les étudiants ajournés à la première session doivent subir les épreuves de la session de rattrapage pour les EC non conservés et appartenant à des UE non capitalisées. La note de session de rattrapage remplace celle de première session.

- Les épreuves de la session de rattrapage sont organisées en examen final.
- L'organisation d'une session de rattrapage pour les enseignements dispensés sous la forme de Travaux Pratiques est laissée à l'appréciation des filières.
- En L1 et L2, pour les matières avec TP ou TD, les étudiants ne subissent la session de rattrapage que si la note théorique est inférieure à 10.
- En cas de session d'examens groupés, une semaine de révision est fixée avant chaque période d'examen si possible.
- Dans le cas de session d'examens non groupés, un délai de 2 semaines sera garanti pour l'enseignement considéré, entre la fin du dernier cours et la date de l'examen.

Article IV.2 - L'absence aux examens

Tout étudiant absent à une épreuve de la première session pour un EC donné doit subir les épreuves de la session de rattrapage, si celle-ci est organisée pour cet EC.

En cas d'absence à la première ou à la seconde session, un justificatif doit être présenté au responsable de filière dans les 8 jours suivants l'absence. Ce dernier apprécie la validité des justificatifs fournis et se prononce soit :

- Sur la défaillance, si les justificatifs ne sont pas recevables ;
- Sur l'ajournement pour absence justifiée, si les justificatifs sont recevables.

Lorsque la défaillance ou l'ajournement pour absence justifiée est prononcée, la moyenne (de l'UE, du semestre, de l'année) ne sera pas calculée et les règles de compensation ne seront pas appliquées.

Article IV.3 - Convocation aux examens

Les étudiants sont informés des dates des épreuves, écrits et oraux par voie d'affichage. Le délai entre l'affichage et l'examen ne peut en aucun cas être inférieur à deux semaines.

Les étudiants qui ont opté pour le régime de contrôle terminal reçoivent une convocation individuelle.

Article IV.4 - Sujet d'examen et traitement des notes

L'enseignant en charge d'un enseignement est chargé de définir la forme, la nature et l'acheminement du sujet qu'il donne. Il est libre d'indiquer un barème de notation et de proposer un ou plusieurs sujets au choix. Il est responsable de la correction des copies et de la transmission des notes. Les modalités des examens garantissent l'anonymat des copies.

Chaque enseignant responsable d'un EC doit transmettre les copies corrigées et les notes du contrôle continu et examen de fin de semestre ainsi que la note finale au secrétariat de la scolarité concerné.

Article IV.5 - Droits des étudiants aux examens

Les étudiants sont informés de leurs droits et devoirs relatifs aux conditions d'examen par les surveillants des salles d'examen.

Ceux-ci sont tenus d'informer les étudiants qui en relèvent, des conditions particulières existant (handicapés, Erasmus etc.).

CHAPITRE V - ADMISSION ET DELIVRANCE DU DIPLOME

Article V.1 - Conditions d'obtention du diplôme de licence et du diplôme intermédiaire de DEUG

Le diplôme de licence est obtenu après validation des 6 semestres.

A l'issue de la deuxième année, l'étudiant disposant d'au moins 120 crédits, peut demander la délivrance du DEUG, correspondant aux disciplines suivies, dans la liste arrêtée par le ministère de l'éducation nationale et l'Université.

En application des dispositions du code de l'éducation, toute personne peut demander la validation des acquis de son expérience (VAE) pour justifier tout ou partie des connaissances exigées pour l'obtention du diplôme de licence. La demande s'effectue auprès du service VAE de l'université, et la décision est notifiée par le président de l'université sur proposition du jury de VAE.

Article V.2 - Composition et rôle du jury

Le Président de l'université désigne, par arrêté, les président et les membres des jurys de mention, parcours et/ou année.

La composition de ces jurys est publique et affichée au moins 15 jours avant le début des épreuves. Pour siéger et délibérer valablement, ces jurys comprennent au moins une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation parmi lesquels le président de jury est nommé, ainsi que deux personnalités qualifiées ayant contribué aux enseignements, ou choisies, en raison de leurs compétences, sur proposition des personnes chargées de l'enseignement.

Le jury se réunit à chaque semestre, à chaque session et éventuellement dans le cadre de la réorientation.

Les jurys de mention, de parcours et/ou d'année délibèrent à partir de l'ensemble des résultats obtenus par les candidats. Il valide les UE et semestres concernés, ainsi que l'acquisition des crédits ECTS correspondants ; le(s) jury(s) de L2 délivrent le cas échéant le diplôme intermédiaire de DEUG et le(s) jury(s) de parcours ou d'année L3 délivrent le diplôme de licence.

Le procès-verbal de délibération est élaboré sous la responsabilité du président du jury et signé par les membres présents au jury.

Seul le jury peut procéder à l'attribution de points supplémentaires (points de jury).

Article V.3 - Communication des notes et copies

Après la proclamation des résultats, les jurys communiquent les notes qui deviennent définitives. Le jury demeure souverain dans ses décisions, qui ont un caractère définitif sauf erreur matérielle manifeste.

Après notification des résultats, les étudiants ont droit, dans un délai raisonnable, à la communication de leurs copies et à un entretien individuel, sur demande écrite de leur part, formulée auprès de la scolarité concernée dans les 10 jours ouvrés qui suivent la notification des résultats.

Article V.4 - Délais et voies de recours en cas de contestation

Toute contestation après affichage des résultats doit faire l'objet d'un recours auprès du président du jury dans les meilleurs délais, sachant que le délai de recours contentieux auprès du tribunal administratif est de deux mois après la publication des résultats.

Le président du jury examine le recours et est autorisé à corriger le procès-verbal en cas d'erreur matérielle. Il réunit éventuellement à nouveau le jury dans des situations exceptionnelles.

Article V.5 - Délivrance d'attestation et de diplôme

Une attestation de réussite et d'obtention du diplôme est fournie aux étudiants trois semaines au plus tard après la proclamation des résultats.

La délivrance du diplôme définitif intervient dans un délai inférieur à six mois après cette proclamation.

Article V.6 - Mention

Pour chaque année de licence, une mention est délivrée selon la règle suivante :

↳ Mention Assez Bien	Une note égale ou supérieure à 12/20
↳ Mention Bien	Une note égale ou supérieure à 14/20
↳ Mention Très Bien	Une note égale ou supérieure à 16/20

Une mention du diplôme terminal de licence, résultant de la moyenne des 6 semestres (des 4 premiers semestres pour le DEUG), est délivrée selon la règle suivante :

↳ Mention Assez Bien	Une note égale ou supérieure à 12/20
↳ Mention Bien	Une note égale ou supérieure à 14/20
↳ Mention Très Bien	Une note égale ou supérieure à 16/20

CHAPITRE VI - VALIDATION D'ACQUIS

Article VI.1 - Validation des acquis pour l'obtention d'un diplôme

Principe

En application des dispositions des articles L.613-3 et L.613-4 du code de l'éducation :

- toute personne peut demander la validation des acquis de son expérience pour justifier tout ou partie des connaissances exigées pour l'obtention d'un diplôme ou titre délivré par un établissement d'enseignement supérieur, dans les conditions définies par le décret n°2002-590 du 24 avril 2002.
- Toute personne peut également demander la validation des études supérieures qu'elle a accompli en France ou à l'étranger, dans les conditions prévues au décret n°2002-529 du 16 avril 2002.

Modalités d'application

La demande de validation est adressée au président de l'université en même temps que la demande d'inscription en vue de l'obtention du diplôme. Elle est accompagnée d'un dossier précisant les connaissances, compétences et aptitudes acquises par le candidat en référence au diplôme postulé.

Le jury de validation procède à l'examen du dossier et s'entretient avec le candidat sur la base du dossier présenté.

Par sa délibération, le jury détermine les connaissances et aptitudes du candidat qu'il déclare acquises. Le président du jury de validation adresse au président de l'université un rapport précisant l'étendue de la validation accordée et s'il y a lieu, la nature des connaissances et aptitudes devant faire l'objet d'un contrôle complémentaire.

Le chef d'établissement notifie ces décisions au candidat.

Article VI.2 - Validation d'acquis pour l'accès aux différents niveaux de formation de l'enseignement supérieur

Principe

En application des dispositions de l'article L.613-5 du code de l'éducation, les études, les expériences professionnelles, les acquis personnels peuvent être validés par un jury, dans les conditions définies par le décret n°85-906 du 23 août 1985, en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur.

Modalités d'application

La demande de validation en vue de l'accès au niveau de formation souhaitée est adressée au président de l'Université, dans les délais fixés par l'UEVE afin de permettre une inscription aux dates normales de l'année universitaire.

Elle est accompagnée d'un dossier précisant les connaissances et aptitudes acquises par le candidat en référence à la formation qu'il souhaite suivre.

Une commission pédagogique, nommée par le président de l'Université, examine le dossier et sollicite éventuellement un entretien avec le candidat. Dans certains cas ce dernier peut être soumis à un test afin de vérifier ses connaissances.

La décision d'accéder à la demande du candidat appartient au président de l'université sur proposition de la commission pédagogique. La décision, motivée, est notifiée au candidat.

CHAPITRE VII - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A CHAQUE MENTION

Article VII.1 - Passerelles

Les modalités de passerelles sont les suivantes :

La réorientation s'effectue selon les passerelles définies entre les parcours, constituées d'UE du parcours d'origine et d'UE d'adaptation.

Le département d'histoire, grâce à l'ouverture des options proposées, maintien des passerelles de réorientation et permet aux étudiants de se réorienter éventuellement vers d'autres mentions par la découverte de la sociologie (L1 et L2, future double licence), du monde de l'économie (L1 et L2) et des entreprises (L3). Cette pluridisciplinarité constitue également une passerelle vers la filière AES.

L'étudiant dépose auprès des secrétariats de scolarité des filières d'accueil et de départ sa demande de réorientation un mois avant la fin du semestre. Un entretien avec le directeur des études ou le responsable de mention peut être organisé afin de conseiller à l'étudiant les parcours de formation les plus adaptés.

Le choix de poursuite d'études ou de réorientation appartient à l'étudiant en cohérence avec les règles de progression dans le parcours.

Les coordonnées des directeurs des études et/ou responsables de parcours et de mention sont affichées ou disponibles au secrétariat de scolarité.

Article VII.2 - Stage

Chaque parcours prévoit la possibilité d'un stage obligatoire ou facultatif intégré au cursus et faisant l'objet d'une évaluation concourant à la délivrance du diplôme.

a) Un stage facultatif intégré au cursus, professionnalisant (d'initiation professionnelle ou d'exploration préprofessionnelle) est possible en option chaque semestre, du semestre 2 au semestre 6. Il est proposé par l'étudiant(e) volontaire à une commission qui décide de reconnaître (ou non) son caractère professionnalisant en fonction du cadrage réglementaire exposé ci-dessous. Ladite commission est constituée au maximum du directeur du département, du responsable de licence, ainsi que du responsable de l'année quand ce sont des personnes différentes. Elle désigne un enseignant de l'équipe pédagogique (titulaire ou vacataire) pour être son tuteur pédagogique. La signature d'au moins un des membres de ladite commission sur la convention de stage vaut approbation.

b) Le stage peut avoir une durée comprise entre deux semaines (minimum) et un mois (maximum) en équivalent temps plein, soit entre 70 et 169 heures de présence professionnelle effective ; il peut être réalisé d'un seul tenant, ou en plusieurs périodes, ou sur une même journée le long du semestre. Mais, sauf exception (éloignement géographique, impératifs de calendrier inhérents à la nature même du stage ou à sa connexion avec un événement significatif), il ne saurait justifier ni l'absence aux enseignements, ni une procédure de contrôle terminal.

Pour des raisons juridiques (la durée de validité d'une inscription), il ne peut pas avoir lieu pendant les vacances d'été, ni par anticipation de l'année à venir, ni évidemment après la tenue du jury de seconde session.

c) Le stage contribue à la professionnalisation de l'étudiant(e) par l'acquisition de compétences construites grâce à la confrontation à des réalités du terrain professionnel : il ne préjuge en rien de l'orientation professionnelle réelle de l'étudiant(e), mais peut parfaitement servir, le cas échéant, à dissiper des illusions, des malentendus ou des incertitudes en ce domaine.

Il peut être réalisé dans tout type d'entreprise ou organisation (collectivité publique, association, entreprise privée ou publique, mutuelle...) dans les secteurs d'activité auxquels peut mener une licence d'histoire (et qui sont évidemment beaucoup plus larges que la simple activité d'historien ou d'enseignant ; à titre d'exemple : métiers de l'encadrement périscolaire et culturel, journalisme, communication visuelle ou culturelle, consulting, emplois administratifs, commerciaux, bancaires, assuranciers et dans la gestion de biens, secteur immobilier, domaine archivistique, production télévisuelle, gérance et administration d'une entreprise, voire encadrement logistique...).

La taille et la structure juridique ne sont pas des facteurs déterminants, seuls l'action et le travail proposés font l'objet d'une étude attentive. Le stage est soit un stage d'observation ; soit un stage qui doit proposer une mission ou une tâche à réaliser (en ce cas, il ne saurait se résumer à une simple présence active sur un lieu de travail). Un étudiant ne peut faire deux stages dans la même entreprise ou administration.

Un étudiant salarié ne peut pas utiliser son emploi salarié comme support de stage (art. L612-8 alinéa 5 du code de l'éducation).

Ce stage donne lieu à un mémoire qui aura entre 10 et 15 pages et qui doit en tout état de cause :

- Définir une problématique et une méthodologie en lien avec la pratique professionnelle mise en œuvre durant le stage,
- Procéder à une analyse de la situation à partir des connaissances acquises, d'une recherche bibliographique et de la collecte de données sur le terrain.
- Proposer des solutions répondant aux objectifs fixés,
- Évaluer les résultats quantitatifs et qualitatifs du travail effectué pendant le stage.

Il s'adapte également à la nature du stage (observation ou mission).

Cette évaluation est soumise aux règles de conservation, de compensation et de rattrapage exposées au chapitre III.2-4 et IV.1 du présent document pour ce qui concerne l'université ; mais l'employeur et le maître de stage ne sauraient y être contraints et l'étudiant(e) s'engage de fait à assumer ses insuffisances dans ce cadre (absentéisme, mauvaise conduite, *ou toute autre raison*).

d) Dans tous les cas, il fait l'objet d'une évaluation et vaut le nombre de crédits ECTS stipulé par les présentes MCC pour chaque parcours et chaque année dans l'UE où il est prévu.

Il fait l'objet d'un petit rapport ou d'une enquête professionnelle remise à la fin du semestre, sous une forme et à une date convenues avec le tuteur pédagogique.

L'étudiant stagiaire apporte la preuve de sa présence effective dans l'entreprise (sous forme d'une attestation établie par l'employeur, par exemple ; ou, en cas d'absences, d'une attestation par laquelle l'employeur certifie qu'il considère ces absences comme légitimes et justifiées).

e) La totalité de l'équipe enseignante et pédagogique est appelée à exercer cette mission.

Les tuteurs professionnels ou maîtres de stage, sont désignés par les responsables de l'organisme ou du professionnel accueillant en accord avec le responsable de la formation ou le responsable des stages, s'il en est désigné un, à défaut avec le tuteur pédagogique. Ils sont désignés selon l'adéquation entre leurs compétences scientifiques et techniques et le projet professionnel de l'étudiant.

f) La tâche du tuteur pédagogique est assimilée dans la mesure des moyens budgétaires du département et des impératifs de soutenabilité à 2 hEQTD.

Article VII.3 - Accès direct en cours de cursus

La liste des diplômes ou parcours autorisant un accès direct en cours de cursus est la suivante :

Liste des formations donnant lieu à une inscription et admission directe

Inscription en L2 :

- Étudiant (d'une université de l'Union Européenne) ayant validé les 60 premiers crédits ECTS (L1) des mentions de licence : Histoire, Histoire-géographie, Géographie ou Histoire de l'art et archéologie ;
- Étudiant (d'une université de l'Union Européenne) ayant validé un minimum de 30 crédits ECTS à contenu historique dans toute autre licence dont le L1 est validé ;
- Étudiant titulaire d'une licence (d'une université de l'Union Européenne).

Inscription en L3 :

- Étudiant (d'une université de l'Union Européenne) ayant validé les 120 premiers crédits des mentions de licence : Histoire, Histoire-géographie, Géographie ou Histoire de l'art et archéologie ;
- Étudiant (d'une université de l'Union Européenne) ayant validé au moins 60 crédits à contenu historique dans toute autre licence dont le L2 est validé ;
- Étudiant titulaire d'une maîtrise ou d'un master 1 (d'une université de l'Union Européenne) validés en Économie, Sociologie, Droit, Lettres modernes ou classiques ;
- Étudiant titulaire d'une autre maîtrise ou master 1 validés.

Dans tout autre cas, le responsable de la licence fixe les enseignements de première (et, le cas échéant, de deuxième) année qui doivent être passés par l'étudiant(e) pour la validation effective de son cursus.

Article VII.4 - Organisation des enseignements

a) Test de prérentrée

Il peut être procédé par le département à un test de langue, d'expression (ou de toute autre matière) pour orienter et exercer le choix des options et des groupes.

b) inscriptions pédagogiques aux options

Pour toutes les UE à options, sont instituées des inscriptions pédagogiques. Elles ont lieu au plus tard une semaine avant le début des cours. Les résultats à cette date servent le cas échéant à déterminer lesquelles peuvent ouvrir, en fonction des contraintes de soutenabilité budgétaire (i.e. de la dotation allouée par l'UFR). Un plafond d'inscrits est fixé à 35 pour un TD ; 60 pour un CM/TD intégré. Les étudiants préinscrits sur des options fermées, ou ultérieurement à la date fixée, se répartissent sur les options restantes dans la limite des places disponibles.

La règle du « premier inscrit, premier servi » prévaut.

b) Points de jury

Les points de jury (P_j) affectés, par exemple, dans le cadre des ateliers de soutien sont calculés comme suit : note sur 20 points (n) moins 10 points, divisée par cinq ($\Leftrightarrow P_j = \frac{n-10}{5} \Leftrightarrow P_j \geq 0$).

Les P_j sont affectés aux UE 14, 24, 33,43, 54 ou 64 (« Outils du travail universitaire » ou « enseignements complémentaires », selon le semestre concerné ; UE 56 et 66 dans le parcours pluridisciplinarité et enseignement), mais ne sont ni conservés, ni capitalisés si l'UE n'est pas validée.

Les mêmes principes et modalités s'appliquent à toute UEL ou option prise en surnombre. Le jury décide souverainement si la bonification s'applique à la moyenne semestrielle ou à l'UE de son choix.

En L3, étant donné qu'il n'y a pas de passage conditionnel (au sens de l'article I.2) en M1, pour ne pas amener à la validation d'un seul semestre, le jury peut agir sur la moyenne *annuelle* selon la formule suivante : ($\Leftrightarrow P_j = \frac{n-10}{10} \Leftrightarrow P_j \geq 0$).

Il n'y a pas de points de jurys négatifs.

d) inscriptions préalables à la seconde session

Les étudiants ajournés choisissent librement les matières qu'ils repassent en seconde session.

Compte tenu des modalités de conservation précisées à l'article III.4 et par extension, tous les étudiants désireux de passer une ou plusieurs épreuves de seconde session doivent impérativement s'inscrire préalablement à chaque matière (EC). Cette inscription se fait dans les 5 jours suivant la notification des résultats de première session. Elle se fera par le biais de la plateforme pédagogique en ligne *E.Media* (ou, en cas d'impossibilité technique, auprès du secrétariat pédagogique de la filière). Aucun rattrapage ne sera organisé pour une épreuve où il n'y a aucun inscrit.

L'inscription oblige à repasser l'épreuve. Toute absence vaudra défaillance, conformément à l'article IV.2. Conformément à l'article IV.1, la seconde note annule et remplace automatiquement la première.

En l'absence d'inscription, la note (ou la défaillance) de la première session est automatiquement conservée et le service compétent assure la remontée automatique des notes sur Apogée.

Article VII.5 - Contrôle des connaissances : mesures transitoires et « remontées »

a) mesures transitoires

- **L1/L2/L3 : en cas de redoublement, les matières et UE validées sont conservées et capitalisables à hauteur des crédits et coefficients affectés dans la nouvelle organisation de l'année.** L'année qui suit, le jury n'intervient que si la différence est nécessaire et suffisante à la validation d'un semestre ou de l'année.

- Parcours L3 « Pluridisciplinarité et enseignement » : conformément à ce principe, ceux qui ont validé l'UE 61 et/ou l'UE 62 en conservent le bénéfice avec la *nouvelle* valeur en crédits. Ils sont dispensés de l'option supplémentaire exigée pour l'UE 62.

- Pour tout étudiant qui reprend ses études après interruption ou s'inscrit dans le même niveau d'études depuis plusieurs années, les dispositions qui prévalent sont celles des MCC de l'année qui a suivi la validation partielle (dans la limite de cinq années pour les validations de matières ou EC, ex-UE c, au-delà desquelles ces validations sont caduques : voir article III.4).

b) « remontées » Apogée.

En tant que de besoin, un tableau des « remontées » Apogée est annexé aux présentes MCC après les tableaux d'enseignement.

Article VII.6 - Contrôle des connaissances et assiduité.

a) sessions d'examen — pondération examen/contrôle continu

- Pour les EC combinant cours et TD, la règle générale s'appliquant à la mention est d'effectuer une moyenne arithmétique avec des pondérations 50%-50% entre résultats de l'examen et de contrôle continu.

- Dans les matières avec cours seulement, ou dans les cours à TD intégrés, des contrôles partiels en cours de semestre peuvent pondérer l'examen final.

- Dans les matières avec TD seulement: un examen final peut s'ajouter aux évaluations en cours de semestre.

b) Absence à un devoir de contrôle continu

En cas d'absence justifiée (dans les limites de l'article III.5) à un devoir de contrôle continu, il revient librement à l'enseignant responsable de décider entre moduler le calcul de la moyenne, organiser un devoir de rattrapage, ou faire passer en régime de contrôle terminal pour sa matière l'étudiant(e), qui en est alors clairement informé(e); toute absence injustifiée à un tel devoir se traduit par un zéro, indépendamment des règles de défaillance.

c) Cas de comportement perturbateur: aménagement du contrôle des connaissances.

Tout(e) étudiant(e) qui aura été exclu(e) d'un CM ou d'un TD en raison d'un comportement contraire au bon déroulement de la séance ou susceptible de nuire aux conditions de travail de ses condisciples fera l'objet d'un rapport écrit adressé au responsable de l'année ou du cycle et expliquant les faits ; dès lors, son absence au reste de la séance sera tenue pour injustifiée et entrera dans le décompte des absences donnant lieu à défaillance, avec les conséquences que cela entraîne (conformément à l'article III.5, dans toutes ses clauses). La mesure est susceptible d'un recours écrit et non renouvelable auprès du responsable de cycle dans les 8 jours après la 3e absence (recours auprès du directeur du département si c'est le responsable de cycle qui est l'auteur du rapport).

d) Certificats d'assiduité délivrés aux boursiers

En application de la circulaire n° 2012-0012 du 22 juin 2012, chaque étudiant boursier devra obtenir un certain nombre de signatures attestant de sa présence à l'ensemble des TD ainsi qu'au contrôle continu associé et aux examens (voir annexe 4.2 de ladite circulaire). Conformément à la délibération du conseil de l'UFR SHS en date du 17 juin 2014, les fiches d'assiduité ne seront plus données aux étudiants, mais seront à la disposition des enseignants chargés des TD au secrétariat pédagogique et le responsable de filière devra également les signer pour qu'elles soient validées.

Article VII.7 - Admission

a) réinscription interdite dans la même filière

Le jury peut prononcer une interdiction de redoubler dans la même filière, voire, quand l'année est validée, d'y poursuivre les études dans l'année supérieure (à charge pour les étudiants visés par cette mesure, de se réorienter ou faire transférer leur dossier dans un autre établissement). Sont susceptibles d'une telle mesure : 1) les étudiants totalement absentéistes et défaillants dans l'année ; 2) les étudiants qui auront fait l'objet d'au moins un rapport écrit à propos de leur comportement.

Article VII.8 - Tableau des enseignements

Les tableaux ci-dessous indiquent les enseignements accrédités par la CFVU et *susceptibles* d'être proposés aux étudiants. Ils peuvent être fermés ou leur horaire peut être réduit en début de chaque semestre, en fonction des contraintes de soutenabilité budgétaire ou d'emploi du temps (mutualisations, disponibilités en salle, contraintes externes...). **L'offre réelle est communiquée aux étudiants à la rentrée de septembre et à l'issue des examens de janvier.** Dans tous les cas, les options proposées à l'inscription pédagogique ne sont effectivement ouvertes que si un nombre d'inscrits suffisant ou un nombre de groupes effectif assure la soutenabilité budgétaire de l'offre (dans le cas contraire, les étudiants préinscrits se répartissent dans les options réellement ouvertes, en fonction des places disponibles).

Si, à l'intérieur d'une UE, la filière se trouve en cours d'année dans l'obligation imprévue de diminuer le nombre d'EC, les crédits sont reportés sur les enseignements restants pour ne pas toucher au nombre de crédits affecté à l'UE.

Article VII.9 - Mesures transitoires

Les étudiants redoublants conservent les notes des EC validées en 2017/2018 selon le tableau de correspondance suivant :

L1 – semestre 1			
La note obtenue en 2017/2018 dans l'EC		sera reportée en 2018/2019 dans l'EC	
EC141	Usages des technologies numériques	EC141	Usages numériques
L2 – semestre 4			
EC432	Usages des technologies numériques - vers le C2I	EC432	Usages numériques